

De l'Assemblée nationale au Conseil constitutionnel...

Le deuxième congrès national de l'Association française de science politique a pris fin hier soir à la préfecture de l'Isère avec une réception rassemblant autour de Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et Georges Vedel, président de cette association et membre du Conseil constitutionnel, les plus éminents spécialistes de cette discipline naissante.

Une discipline naissante qui a profité de son séjour grenoblois pour s'enrichir du travail de toutes ses forces vives. Car de l'avis de Jean-Luc Parodi, secrétaire général de l'association, c'est un succès que ce congrès grenoblois, le premier à se dérouler en province. C'est également « la naissance d'une collectivité qui se construit ».

Il est vrai que certains murs tombent et que les historiens, les géographes, les sociologues apportent, entre autres, leur précieuse contribution à la science politique. Et de convenir de « la qualité élevée des sciences sociales à Grenoble. Il y a un pôle ici qui est de nature, si ce n'est à équilibrer Paris, tout au moins à être pris en compte ». Avec, bien évidemment, ce que cela comporte d'émulation.

Les propos du président de l'Assemblée nationale prenaient une valeur toute particulière devant l'un des membres les plus connus du conseil constitutionnel dont les ouvrages font autorité en matière de droit constitutionnel notamment. Louis Mermaz, soulignant en tant que président du conseil général de l'Isère le rôle et la valeur de l'université grenobloise, s'attachait à



mettre en évidence, en tant que président de l'Assemblée nationale, les caractéristiques de la fonction législative.

Louis Mermaz trouvait en effet des oreilles pour le moins attentives lorsqu'il évoquait son expérience de président de la Chambre des députés et le fonctionnement de celle-ci, au sein des institutions de la cinquième république avant d'évoquer son intérêt pour la science politique, « sa capacité à observer, à analyser l'événement, puis à l'inscrire à la fois dans le long terme et dans une dimension comparative ». A chacun son rôle. Georges Vedel mettait en valeur la fonction de la science qui est la sienne et qui

« sans guider l'action politique peut l'éclairer ». En émettant le vœu « que notre science soit plus communicable ». Reste aux scientifiques à

« évacuer le jargon pour garder le langage » !

Ph. G.

Les personnalités

Autour de Louis Mermaz et de Georges Vedel, on reconnaissait Jean-Pierre Pensa, préfet, commissaire de la République ; Odile Sicard, Gisèle Halimi, Bernard Monterngnole, députés de l'Isère ; Charles Descours, sénateur de l'Isère ; Alain Bombard et Paule Duport, parlementaires européens ; Marcel Debarge, sénateur, membre du bureau exécutif du P.S. ; Didier Migaud, secrétaire général du département ; Joël de Leiris, adjoint au maire de Grenoble, représentant Alain Carignon ; Pierre Gascon, premier adjoint au maire de Grenoble, ainsi que de nombreuses personnalités du monde universitaire et scientifique.

26 JAN. 1984

Recherche - enseignement

LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ

Grenoble, capitale française

des sciences politiques

335/31

Durant deux jours, à savoir aujourd'hui 26 janvier et demain 27 janvier, Grenoble sera la capitale française des sciences politiques !

L'Association française des sciences politiques y tiendra en effet son deuxième congrès — le premier s'est déroulé à Paris en 1981 — et 250 enseignants et chercheurs sont déjà inscrits aux différents débats et tables-rondes qui se dérouleront sur le Domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères.

Ce choix de Grenoble consacre à sa façon le succès de l'I.E.P.-Grenoble (Institut d'études politiques) qui « talonne » toujours celui de Paris dans les classements et figure, avec ses différents centres de recherche, C.E.R.A.T. C.E.P.E.S., parmi les plus importants centres de recherche français dans ce domaine.

Ouvert par Georges Vedel, président de l'Association française des sciences politiques, ce congrès s'articulera autour de quatre tables-rondes : « **Modalités anciennes et nouvelles de la législation** », « **Analyses du compor-**

tement électoral en France », « **l'autoritarisme aujourd'hui** » et « **les tendances actuelles de la recherche et les changements de l'administration publique en France et à l'étranger** ».

Outre l'intérêt immédiat de ce congrès, qui verra intervenir certains élus locaux, il faut sans doute retenir son intérêt à plus long terme. Selon Jean Tournon, enseignant à l'I.E.P. Grenoble et membre du Comité d'organisation, ce congrès « professionnalisera » en quelque sorte les rencontres entre chercheurs et enseignants en sciences politiques. Car jusqu'alors, ils se rencontraient en petit nombre à l'occasion de tables rondes mais n'avaient jamais l'occasion de se compter, de se connaître et se reconnaître dans de grandes manifestations comme elles sont pratiquées aux U.S.A. par exemple.

Signalons enfin que semblable congrès aura lieu vraisemblablement dans deux ans et que celui de Grenoble se terminera par une réception vendredi à la préfecture de l'Isère.

F. CHARDON

27 JAN. 1984

Ouverture du Deuxième Congrès de sciences politiques

De la réflexion conceptuelle aux réalités du terrain

Un amphithéâtre bondé, une assistance studieuse : c'était hier matin à l'Institut d'études politiques l'ouverture officielle du deuxième congrès de l'Association française des sciences politiques.

Un congrès qui se déroule pour la première fois en province — le premier a eu lieu en 1981 à Paris — et voit son audience croître puisque 250 enseignants et chercheurs, français mais aussi étrangers, se sont inscrits pour ces trois journées de travail. Assurément, c'est une belle réussite pour l'Institut d'études politiques de Grenoble, dirigé par Yves Schemeil, qui voit ainsi consacrées la valeur de son enseignement (il est toujours considéré comme « institut d'équilibre » de Sciences-Po Paris) et la qualité de sa recherche (les différents centres qui y fonctionnent en font un pôle de tout premier plan).

Photos Jean-Claude OLLIVIER



Les congressistes



Georges Vedel, président de l'Association française des sciences politiques, et Michel Rousset, président de l'Université II, ouvrent le colloque

ce », « l'autoritarisme aujourd'hui » et « les changements de l'administration publique en France et à l'étranger ». La synthèse de ces différentes tables rondes sera dressée samedi matin.

Mais la réflexion conceptuelle n'a pas totalement occulté les réalités de la politique au quotidien : hier soir, un débat était proposé aux congressistes, entre Alain Cagnion, maire de Grenoble, et Bernard Monternole, député de

la deuxième circonscription : la richesse du tissu social, la mobilité industrielle et commerciale, la singularité du climat politique et social grenoblois devaient alimenter interventions et questions.

C'est à Georges Vedel, qui assure la présidence de cette association après François Goguel, que revient la tâche d'ouvrir ce congrès en présence de Michel Rousset, président de l'Université des Sciences sociales. Il devait souhaiter la bienvenue aux congressistes et souligner l'importance de telles rencontres, qui permet de faire le point de la recherche menée aujourd'hui dans le domaine des sciences politiques, science qui recoupe tout à la fois le droit, la sociologie,

l'histoire... Et c'est un brillant exposé sur « 1984 », l'ouvrage de Georges Orwell, considéré en son temps comme de la politique-fiction, qui ouvrirait la journée de travail.

Sans avoir retenu un thème unique et spécifique, ce congrès développera jusqu'à samedi ses travaux autour de quatre thèmes de réflexion : « les modalités anciennes et nouvelles de la législation », « les analyses du comportement électoral en Fran-